

MAGHRÈB Le roi du Maroc célèbre ce mardi 20 ans de règne

# Mohammed VI, le char

**Malgré le modernisme et la bonne volonté affichée par le roi du Maroc, qui célèbre ses vingt ans de règne, le royaume reste miné par les inégalités sociales.**

Le Palais a prévenu : les festivités qui marquent le vingtième anniversaire de la montée sur le trône de Mohammed VI, ce mardi à Rabat, n'auront rien d'exceptionnel. Un discours à la Nation, comme tous les ans, suivie de la traditionnelle cérémonie d'allégeance, et pas grand-chose de plus.

Une sobriété à la mesure des espoirs déçus ? Mais pouvait-il en être autrement ? À peine couronné, en juillet 1999, « M6 » avait multiplié les promesses.

Promesse de tourner définitivement la page des années de plomb, promesse de moderniser et démocratiser le royaume, promesse enfin de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales et territoriales... Trop pour un seul homme, fût-il roi et commandeur des croyants. Vingt ans plus tard, le bilan de Mohammed VI est pour le moins contrasté.

Ses premières années de règne avaient pourtant été jalonnées des signaux forts, du limogeage de Driss Badri, le redouté ministre de l'Intérieur de son père Hassan II, à l'adoption d'un nouveau code de la famille plus libéral. Mais la révolution « M6 » semble s'être arrêtée au milieu du gué.

Malgré la réforme de 2011, le régime reste une « monarchie exécutive » où le roi dispose d'énormes prérogatives. Les ONG dénoncent toujours des

violations répétées des droits de l'homme, et si Mohammed VI aime se montrer magnanime en accordant des grâces, les condamnations qui suivent chaque explosion sociale sont souvent lourdes.

## Oubliés de la croissance

Même constat sur le plan économique. Certes, la misère a reculé : entre 2001 et 2014, le taux de pauvreté est passé de 15,3 % à 4,8 %. Les fruits de la croissance n'en restent pas moins inégalement répartis. Le Maroc serait même le pays le plus inégalitaire d'Afrique du Nord, selon l'ONG britannique Oxfam, dont le dernier rapport dresse l'inventaire des fractures qui parcourt la société marocaine : système éducatif à deux vitesses, chômage endémique, exclusion des femmes du marché du travail, écarts de rémunération spectaculaires... Faut-il s'étonner que 60 % des jeunes Marocains se disent prêts à quitter le pays, comme l'a révélé un sondage l'an dernier ?

À cette désespérance sociale, Mohammed VI n'a pour l'instant répondu que par une politique de grands chantiers (liaison TGV, centrale solaire Noor, port Tanger Med), des discours promettant de s'attaquer à la réduction des inégalités... et une sobriété toute nouvelle sur les réseaux sociaux, où il postait jusqu'à l'an dernier des selfies réguliers de ses luxueux séjours à l'étranger. Car le « roi des pauvres », tel qu'on l'avait surnommé au début de son règne, est aussi la première fortune du royaume. Et parmi les plus grandes du monde selon Forbes.

J.-M.L.



123

C'est la position du Maroc dans le classement de l'indice de développement humain.

## QUESTIONS À

**Charles Saint Prot** Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, Paris\*

### « Un îlot de stabilité grâce à la monarchie »

**Quel est le bilan de 20 ans de règne de Mohammed VI ?**

« Il y a des réalisations incontestables. Le Maroc est le pays le plus émergent d'Afrique. Il est à la pointe sur les énergies renouvelables avec la plus grande centrale solaire au monde à Ouarzazate. Dans quelques années, le Maroc fournira de l'énergie à l'Europe. Il y a un fort développement économique. La pauvreté a reculé considérablement même s'il y a encore beaucoup à faire. Sur le plan politique, le Maroc s'est imposé comme le leader de l'Afrique. »

**La cohabitation entre le roi et les islamistes à la tête du gouvernement est-elle une menace pour la stabilité politique ?**

« Non car ces islamistes sont très divisés entre une tendance dure et une autre modérée. Ils n'ont obtenu que 28 % des suffrages. Ce n'est pas un raz-de-marée et le gouvernement n'est pas monocolor. C'est une coalition. La monarchie au Maroc n'est pas seulement régnante. Elle est aussi gouvernante et le roi fixe les grandes options. Une grande partie de la population veut le progrès. »

**Comment expliquez-vous cette exception marocaine ?**

« C'est un îlot de stabilité grâce à la monarchie et son combat de tous les jours contre les extrémismes. Le roi commandeur des croyants donne le la sur le champ religieux. »

**Le Maroc est donc un allié précieux contre le djihadisme ?**

« Aujourd'hui, le Maroc est le seul pays stable au sud de la Méditerranée et c'est une garantie contre les menaces extrémistes aussi bien pour les Européens que pour les Africains. Le Maroc est le meilleur ami de la France. Il a toujours été loyal et la France lui renvoie l'ascenseur à l'ONU avec la menace d'un veto français lorsqu'il s'agit de défendre la cause du Sahara marocain. »

**Recueilli par Luc CHAILLOT**  
(\* Auteur de « Mohammed VI ou la monarchie visionnaire » (éditions du Cerf)



Photo DR

# Engagement dans la continuité

## Le Sahara occidental, pomme de discorde entre le Maroc et l'Algérie

Le 19 juillet, des supporters sahraouis fêtent la victoire algérienne en Coupe d'Afrique des Nations à Laayoune. Ils déploient des drapeaux de l'Algérie, le grand rival du Maroc, et du Front Polisario, qui revendique l'indépendance du Sahara occidental depuis 45 ans. Les affrontements avec la police marocaine font un mort et de nombreux blessés. La question du Sahara occidental continue d'empoisonner la vie politique marocaine. Le Maroc considère ce territoire, riche en poissons et en phosphate, comme une de ses provinces du sud après avoir annexé l'ancienne colonie espagnole en 1975. La République arabe sahraouie démocratique (RASD) proclamée par le Front Polisario contrôle la partie du territoire la plus désertique, avec le soutien de l'Algérie.

Depuis le cessez-le-feu de 1991 et la création d'une force de maintien de la paix, le référendum d'autodétermination prévu par l'ONU est au point mort. En 2017, le Maroc a réintégré l'Union africaine (UA) qu'il boycottait pour protester contre la reconnaissance du Sahara occidental. Cette victoire diplomatique ne marque pas la fin de la crise. Plusieurs scénarios sont envisagés. « Le moins probable est l'indépendance après un référendum. Le second est le statu quo. Le troisième est une autonomie accompagnée d'une politique de développement économique et social qui affaiblirait les revendications indépendantistes et traduirait une victoire du Maroc sur l'Algérie », analysait en juin 2017 Philippe Hugon, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

### QUELQUES DATES

1956 : fin des protectorats français et espagnol, qui consacrent l'indépendance du Maroc, placée sous tutelle depuis 1912.

1957 : le sultan abandonne son titre pour celui de roi. Issu de la dynastie alaouite, qui règne sur le pays depuis le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, Mohammed V devient le premier roi du Maroc. 1961 : à la mort de Mohammed V, son fils Hassan II monte sur le trône. C'est le début d'un règne sans partage, marqué par la répression féroce de tout mouvement de contestation.

1965 : disparition en France de Mehdi Ben Barka, principal opposant du roi Hassan II, probablement enlevé et assassiné par les services marocains avec la complicité des services français.

1971-1972 : deux tentatives de coups d'État

militaires échouent.

1975 : le Maroc et la Mauritanie envahissent le Sahara occidental, abandonné par l'Espagne.

1999 : mort d'Hassan II. Âgé de 35 ans, son fils Mohammed VI promet de démocratiser et moderniser le royaume.

2004 : nouveau code de la famille, plus libéral. 2011 : dans la foulée des Printemps arabes, plusieurs milliers de Marocains manifestent pour dénoncer la corruption. Le manque de démocratie et de justice sociale. Le pouvoir répond par une réforme constitutionnelle. La même année, le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste) arrive au pouvoir. 2016 : émeutes dans le Rif, à la suite de la mort d'un poissonnier, qui tentait de s'opposer à la police qui avait jeté sa marchandise. Nouvelle victoire du PJD aux législatives.

Mohammed VI lors de l'inauguration d'une usine PSA à Kenitra, en juin dernier. Photo AFP/Fadel SENNA

## Notre ami le Maroc

La France et le Maroc entretiennent une relation particulière et pas seulement parce que le roi Mohammed VI passe plusieurs mois chaque année dans son château de Betz (Oise), près de Paris. À peine élu, c'est au Maroc qu'Emmanuel Macron avait effectué son premier voyage officiel en juin 2017, après deux rencontres incontournables avec Angela Merkel à Berlin et avec les soldats français au Mali.

Le président français est retourné au Maroc en novembre 2018 pour inaugurer le TGV « made in France » Casablanca-Tanger, un symbole des liens économiques et politiques très étroits entre les deux pays. Emmanuel Macron prépare aussi une visite d'État dans le royaume chérifien, prévue avant la fin 2019.

Pourtant, si la France reste le

principal investisseur étranger au Maroc, premier bénéficiaire des investissements français en Afrique, l'Hexagone a perdu sa place de premier partenaire commercial du Maroc au profit de l'Espagne. La part des exportations françaises est tombée de 15,6% en 2009 à 11,9% en 2017.

### Un allié contre le djihadisme

Après Renault qui a investi plus d'un milliard d'euros dans son usine de Tanger inaugurée en 2012, le groupe PSA a ouvert à son tour une unité de production à Kenitra en juin dernier avec un objectif de 200 000 véhicules par an pour les marchés africains et européens grâce à un investissement de plus de 500 millions d'euros.

Le Maroc est aussi un allié précieux de la France dans la lutte contre le terrorisme. Abdelhamid Abaaoud, le Belgo-Marocain considéré comme le cer-

veau des attentats du 13 novembre 2015, a été localisé et abattu à Saint-Denis grâce à un tuyau fourni par les services secrets marocains.

Le Maroc est également un maillon essentiel de la politique européenne contre l'immigration clandestine alors que 70% des adultes marocains de moins de 30 ans envisagent d'émigrer. Le pays est devenu une des principales portes d'entrée vers l'Europe avec plus de 65 000 migrants ayant effectué la traversée entre le Maroc et l'Espagne en 2018, dont 13 000 Marocains qui représentent la première nationalité sur cette route de la Méditerranée occidentale. L'Union européenne a accordé 140 millions d'euros de crédits pour aider le Maroc à renforcer ses contrôles aux frontières.



Emmanuel Macron en visite à Rabat avec le roi du Maroc, le 15 novembre 2018. Photo Fadel SENNA/AFP